



**PRÉFET
DE LA
CÔTE-D'OR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne – Franche-Comté**

Unité Départementale de la Côte-d'Or

ARRETE PREFECTORAL N° 144 du 9 février 2022

Portant mise en demeure de respecter diverses prescriptions applicables

**Société BABOUILLARD BERNARD
MAGNY LAMBERT (21450)**

Le préfet de la Côte-d'Or

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 181-1, L. 514-5 ;

VU le code de justice administrative ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2007 autorisant la SARL BABOUILLARD BERNARD à exploiter une carrière de pierre calcaire et ses installations annexes sur le territoire de la commune de Magny-Lambert ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 9 décembre 2021, transmis à l'exploitant par courrier du 9 décembre 2021, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté transmis le 16 décembre 2021 à l'exploitant en application de l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;

VU l'absence d'observation présentées par l'exploitant sur ce projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que les articles 1.2.2 et 1.5 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2007 susvisé disposent :

- article 1.2.2 : « Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants (cf plan en annexe 1) :
Commune / Sections / N° de parcelles / Utilisation
Magny Lambert / ZD / 24 / extraction
Magny Lambert / ZD / 25 / extraction
Magny Lambert / ZD / 26 / extraction / installations »
- article 1.5 : « Les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. »

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 4 novembre 2021, l'inspecteur de l'environnement (spécialité ICPE) a constaté :

- article 1.2.2 de l'arrêté du 26 octobre 2007 : une zone a été extraite en partie nord-est du site, elle est en partie située en dehors du périmètre de l'autorisation selon la mise à jour du plan topographique du 26 octobre 2021 ;
- article 1.5 de l'arrêté du 26 octobre 2007 : une zone a été extraite en partie nord-est du site, elle est en partie située dans le périmètre d'éloignement de 10 m par rapport aux limites du périmètre de l'autorisation ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 1.2.2 et 1.5 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2007 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT que, compte tenu de ce qui précède, il convient de mettre en demeure l'exploitant de respecter, dans des délais déterminés, les dispositions des articles 1.2.2 et 1.5 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2007 susvisé ;

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 : Objet

La société BABOUILLARD BERNARD (SIREN 384 426 037), dont le siège social est situé rue de l'église - 21450 Chaume les Baigneux, est mise en demeure de respecter, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes pour la carrière qu'elle exploite sur la commune de Magny-Lambert :

- Article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2007 susvisé :

« Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants (cf plan en annexe 1) :

Commune / Sections / N° de parcelles / Utilisation

Magny Lambert / ZD / 24 / extraction

Magny Lambert / ZD / 25 / extraction

Magny Lambert / ZD / 26 / extraction / installations »

- Article 1.5 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2007 susvisé :

« Les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. »

Article 2 : Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Notification et Publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société BABOILLARD BERNARD.

Article 4 : Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 : Exécution

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or, M. le Maire de la commune de Magny-Lambert, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

Fait à DIJON, le 9 février 2022

Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général,

signé

Christophe MAROT